



# La Lettre de Migrations & Développement

Trimestrielle

N°7

Mai 2002

Prix: 1 •

## Editorial

**D**epuis l'Assemblée Générale du printemps 2001, que de secousses dans le monde ! Le 11 septembre, la guerre en Afghanistan, le conflit entre la Palestine et Israël, les péripéties de l'élection présidentielle en France ...

Ces événements concernent tout particulièrement les migrants et les relations entre leurs pays d'accueil et leurs pays d'origine. Ils nous bousculent et nous redisent la nécessité de poursuivre notre travail, en l'améliorant sans cesse et en diffusant notre démarche le plus largement possible, au Maroc et dans d'autres pays.

En effet, M&D accompagne depuis 15 ans des actions de développement dans des régions du Maroc dont les migrants sont originaires. Ce sont d'abord de discrètes actions d'électrification de quelques villages du Souss et quelques chantiers-échanges de jeunes. C'est ensuite la réalisation d'autres infrastructures (eau, routes, écoles, santé) menées au fil des ans avec plus de 200 associations villageoises.

Enfin, depuis l'année 2000, la concertation entre 150 acteurs du développement de la Province de Taroudant, permet de choisir et préparer des projets de création d'activités génératrice de revenus, dont la mise en place se prépare activement.

Ces actions mobilisent de nombreux partenaires des deux rives de la Méditerranée : associations de migrants, associations villageoises, ONG, élus du Nord et du Sud, services des Etats, bailleurs de fonds, compétences de toutes sortes. L'immigration devient une force de développement particulièrement efficace lorsqu'elle s'allie aux compétences et bonnes volontés du pays d'accueil et du pays d'origine et collabore avec les collectivités locales et les services de l'Etat, dans une démarche concertée.

Les migrants qui coopèrent avec M&D tissent des liens chaleureux en France. Ils sont aussi mieux perçus dans leur communauté d'origine lorsqu'ils reviennent au pays, grâce aux projets d'intérêt collectif qu'ils cofinancent et

dont ils sont fiers. Ces actions se diffusent dans le Sud du Maroc et contribuent à ralentir l'exode. Enfin leurs enfants redécouvrent, en retournant au pays de leurs parents, les traditions, les fêtes et l'hospitalité des villages. Cette fierté retrouvée de leurs origines leur permet de mieux vivre leur diversité. Ils partagent leurs découvertes avec de jeunes européens, à l'occasion de chantiers et d'échanges.

Des marocains et des français travaillent ensemble tous les jours pour mener à bien les actions que M&D accompagne. Ils apportent de ce fait des solutions originales pour créer des liens harmonieux, en France, entre des groupes d'origines diverses.

### *Le contenu de ce numéro de la lettre trimestrielle*

L'Assemblée Générale de M&D s'est tenue à Marseille les samedi 27 et dimanche 28 avril 2002. Elle a rassemblé 70 personnes. Trois ateliers de travail et d'échange ont occupé la journée du samedi, dont il est largement fait écho dans ce numéro. Lors de la journée du dimanche, l'Assemblée Générale a approuvé le rapport d'activité et les comptes de 2001 et le rapport d'orientation de 2002. A cette occasion, l'Assemblée Générale a approuvé la cooptation de trois nouveaux membres du Conseil d'Administration, dont nous donnons la composition modifiée.

Les acteurs de différents projets prennent ensuite la plume dans ce numéro : plan d'action contre la sécheresse, tourisme rural solidaire, électrification villageoise, voyage d'échange et de formation dans le département des Hautes Alpes d'une délégation agricole.

Nombre de nos partenaires nous demandant de présenter l'expérience de M&D. Nous tentons donc ensuite, à la lumière de quelques retours en arrière, de préciser les clés de notre dynamique, et de dégager de toute cette année de maturation les principaux défis de M&D pour l'avenir.

*Hugues LE BARS  
président de M&D*

# Electrification rurale, un nouveau départ !

*Lahousain Jamal, directeur de M&D, résume l'évolution de l'activité d'électrification rurale décentralisée, première activité de notre association et son impact sur les programmes de l'Etat Marocain.*

**V**oilà maintenant 13 ans que Migrations & Développement a réalisé l'électrification décentralisée du 1<sup>er</sup> village d'Imgoun, avec un groupe électrogène de 40 kw et un mini réseau basse tension.

Depuis, 110 villages ont été électrifiés selon une démarche participative. Ces villages sont répartis sur quatre provinces : Taroudannt, Tata, Ouarzazate et Al Haouz de Marrakech.

Aujourd'hui, la question du maintien de cette activité au sein de M&D sous la forme de l'électrification décentralisée se pose. En effet, l'Office National de l'Electricité (ONE) a lancé le Programme d'Electrification Rurale Global (PERG), qui a pour objectif de couvrir la totalité du Maroc aux alentours des années 2010, principalement à partir du réseau électrique national.

Ce programme est plus ou moins appliqué selon la capacité des populations et des élus à rentrer en négociation avec l'ONE.

Parallèlement à notre activité d'électrification rurale décentralisée, nous sommes impliqués avec quelques élus pour que le PERG, à brève échéance, couvre toute la Province de Taroudannt. Actuellement, ce programme concerne environ 1500 villages pour la totalité du Maroc dont plus de 520 villages pour la Province de Taroudannt. A ce rythme là, tous les villages seront cou-

verts dans les deux ou trois ans à venir. Ce résultat est bien entendu une victoire importante.

Il reste néanmoins une zone d'ombre... En effet, l'ONE délaisse quelques villages dans les zones concernées. Nous sommes actuellement en négociation avec eux pour que ces villages soient également électrifiés. Actuellement cela concerne une douzaine de villages. La réalisation de l'électrification se fera en partenariat entre M&D, l'ONE et les Communes Rurales.



Une autre question se pose... Les coûts de branchement du PERG sont tels que toutes les familles ne peuvent y accéder. Or, notre objectif est de faire accéder tous les habitants à l'électricité. Sur ce terrain, l'intervention d'une ONG comme M&D peut jouer un rôle et aider les foyers les plus démunis à se raccorder, en faisant jouer la solidarité entre les villageois.

M&D peut également lancer des projets d'électrification dans d'autres zones rurales du Maroc à condition de trouver des partenaires pour la gestion des projets réalisés et de s'assurer de la participation des villages et des immigrés aux financements et aux travaux d'électrification, conformément à la charte d'électrification établie par M&D.

*Lahousain JAMAL  
Directeur de M&D*

## Agroécologie et tourisme rural

Dans le courant du mois d'avril 2002, Migrations & Développement m'a demandé de faire une sensibilisation à une agriculture saine, encore appelée « agroécologie », dans sa zone d'activités entre le moyen et l'anti-atlas. La question était de savoir si l'agroécologie pouvait être un facteur favorable à l'établissement d'un tourisme rural, chez l'habitant.

J'ai donc visité différents agriculteurs variés dont les noms m'avaient été procurés par le Service de l'Agriculture.

Un diagnostic a été établi qui peut se résumer ainsi : Une partie des agriculteurs visités, évidemment les plus fortunés, pratiquent une agriculture conventionnelle, utilisant des produits phytosanitaires agrochimiques ; une autre, en général habitants de petites oasis isolées, sont encore dans une agriculture traditionnelle.

Une table ronde, organisée après cette visite avec différents experts locaux, conclut qu'il était plus facile de passer de l'agriculture traditionnelle à une « agriculture bio-

logique », les paysans étant d'ailleurs localisés dans la zone ou pourrait se développer le tourisme rural.

Les marchés de ces deux formes d'agriculture sont d'ailleurs différents, puisque l'agriculture conventionnelle vend ses produits dans les grands centres urbains et les agriculteurs traditionnels produisent pour leur consommation et la vente sur les marchés locaux.

Les hôtes qui recevaient des touristes étrangers à l'occasion de voyages organisés par l'association M&D pourraient ainsi offrir une nourriture locale garantie saine car réalisée à partir de produits cultivés sur le lieu même de

leur consommation ce qui pourrait être vérifié à tout moment. Il faudrait, évidemment, que les villageois participent à ce programme s'engageant à ne pas utiliser des traitements agrochimiques.

Il y a donc là une bonne opportunité de valoriser les produits locaux et l'agroécologie en donnant un intérêt supplémentaire au tourisme solidaire. A cette occasion les visiteurs pourront se familiariser avec des produits locaux qui pourraient ainsi trouver de nouveaux débouchés.

*Paul COEYTAUX  
ingénieur bénévole*

## Programme de lutte contre la sécheresse

*Migrations & Développement, pour répondre à un besoin urgent des populations en difficulté du fait de la sécheresse, a mis en place un programme de captages d'eaux souterraines. Jean François Milhaud, chargé de sa mise en œuvre, nous en donne les grandes lignes.*

**C**e Programme est cofinancé par la Fondation Mohamed V, le Ministère des Affaires Etrangères français et Tourism for Development (TFD).

Le Sud du Maroc vit actuellement une période de sécheresse sans précédent. En effet, la moyenne des précipitations pluviométriques jusqu'en 1995 était de 430 mm par an. Depuis 1996, les stations météorologiques de la région ont enregistré une moyenne de 180 mm par an.

Les programmes précédents de Migrations & Développement, dans le domaine hydraulique, étaient d'abord orientés vers des projets de retenues collinaires, ouvrages qui captent exclusivement les eaux de surfaces. Le captage d'eaux de surface ne peut pas, à lui seul résoudre le problème de manque d'eau que connaît maintenant cette région. D'autres projets en cours portent sur le creusement manuel de puits captant les nappes souterraines.

Monsieur le Gouverneur de la Province Taroudannt, au cours de la première réunion du comité de pilotage du programme global de M&D, qui s'est tenue le 25 juin 2001, a lancé un appel solennel pour demander une intervention d'urgence de M&D et de ses partenaires pour faire face à cette situation de sécheresse.

En réponse à cet appel, qui rejoint celui des villages avec lesquels nous travaillons, Migrations & Développement a donc décidé de renforcer ses actions dans le domaine de l'eau. Elle a préparé un programme adapté de lutte contre la sécheresse accepté par ses financeurs. Son objectif est de forer rapidement et efficacement de nombreux puits en captant les eaux des nappes phréatiques.



Dans le but de renforcer nos moyens d'intervention et pour faire face aux urgences, nous prévoyons d'acquérir une foreuse adaptée aux spécificités de la zone concernée. Cette foreuse nous permettra à l'avenir, de mettre en place à moindre coût des projets de forages ou d'approfondissements de puits existants. Chaque forage de puits sera précédé d'une étude géophysique de prospection

d'eau souterraine afin de s'assurer de la présence de l'eau. L'acquisition du matériel pour l'atelier de forage financé par la Fondation Mohamed V est imminent.

Le projet se déroulera sur une année et nous prévoyons de réaliser une trentaine de points d'eau.

*Jean François MILHAUD  
salarié de M&D*

*Atelier 1 : Migrations & Développement : son organisation interne, ses actions, son rôle et son avenir au Maroc et en France.*

**C**et atelier se proposait de rendre compte du **travail accompli** par Migrations & Développement, **au plan interne**, à la suite du séminaire des salariés d'avril 2001, d'en évoquer la poursuite et de solliciter les points de vues sur les **évolutions futures de l'action externe de l'association**.

L'organisation de M&D a d'abord été présentée par Jérôme Le Bel, bénévole expert en organisation. Les activités de M&D sont très diversifiées : travaux d'infrastructures, formation, échanges, éducation au développement, appui à la création d'activités économiques, etc. Elles se déroulent en Europe et au Maroc et concernent de nombreux acteurs, partenaires et publics.

Pour être efficace, chacun doit connaître son rôle et le fonctionnement de l'ensemble. Pour apporter aux demandes des salariés en ce qui concerne l'organisation, la gestion, les fonctionnements et l'identification des responsabilités, un travail collégial a été mené avec eux depuis plus d'un an.

Cette démarche a permis d'élaborer un manuel décrivant les fonctions de chacun et de remodeler l'organigramme. Ces documents ont été approuvés par le Conseil d'Administration. Ce travail va se poursuivre en 2002 par la mise en place de procédures qui garantiront l'harmonie des fonctionnements des deux côtés de la Méditerranée.

Au cours de cet atelier, la reconnaissance, de **la maturité ainsi acquise par l'association est un encouragement à la poursuite de cette action**.

Les activités de M&D prennent un relief tout particulier dans le contexte politique de ces derniers mois. Les questions évoquées par l'atelier concernant l'avenir sont donc au centre du débat :

1 - **Faut-il sortir du cadre traditionnel de l'action de l'association en assurant le transfert à des tiers d'une méthode qui a fait ses preuves et en s'ouvrant à d'autres régions, voire d'autres pays ? Faut-il, au contraire, continuer à œuvrer dans les zones historiques** où il reste tant à faire, et **mener à terme le travail entrepris** notamment en ce qui concerne les femmes ?

2 - Par ailleurs, il serait vain de poursuivre l'effort de création d'infrastructures s'il n'était sous-tendu par l'ambition de les utiliser pour le **développement d'activités locales génératrices de revenus**. Un resserrement des liens avec les structures coopératives et étatiques locales ne serait-il pas souhaitable ?

3 - Enfin, **l'implication des jeunes de souches marocaine aussi bien qu'européenne s'impose** comme un élément capital dans une démarche de **diffusion des valeurs démocratiques** fondamentales et de **développement de la citoyenneté**.

Migrations & Développement va maintenant s'attacher à apporter des réponses à ces interrogations, en commençant d'ailleurs par améliorer **l'information sur l'esprit et les méthodes qui ont fait son succès**.

*Redouane ABOUDDAHAB - Adhérent*

*Atelier 2 : Implication des migrants dans les actions de développement local en Méditerranée.*

**C**et atelier a traité de cette problématique en la déclinant en deux sous thèmes :

1 - Quelle relation construire entre les jeunes, les immigrants et les associations de villages afin de promouvoir une politique de développement.

2 - Initier une nouvelle méthodologie de travail en partenariat dans la perspective de la création d'un réseau à plusieurs échelons : Régional, National et Euro-Méditerranéen.

Suite à une brève introduction relative à la genèse de la

création de M&D, à son évolution historique et à ses limites actuelles, quatre axes de réflexion ont été définis :

- Quelle approche avec la société civile au Maroc ?
- Quel rapport peut-il exister entre les organisations de solidarité internationale de migrants (OSIM) et les autres organisations de solidarité internationale (OSI) ?
- Quelle approche avec les administrations et les bailleurs de fonds ?
- Quel rôle doivent jouer les OSIM auprès des collectivités locales en Europe et dans les pays d'origine ?

## Assemblée Générale 2002 de M&D

La matinée a été dominée par une discussion portant sur M&D, son évolution, et sur la nécessité ou non de se constituer en réseau. Le constat est unanime pour convenir de l'utilité de créer un réseau d'associations de migrants. Toutefois, certains ont fait part de leurs inquiétudes concernant les dangers susceptibles de menacer l'identité de M&D : M&D ne risque-t-elle pas de devenir l'agent d'exécution des politiques des bailleurs de fonds au lieu de fonder ses actions sur l'écoute des besoins des migrants et de leurs villages d'origine ?

D'autres sujets ont également été abordés :

- La relation entre 1° et 2° génération, marquée par les questions du lien entre générations et de la citoyenneté ;
  - Le rapport de ces deux générations avec leur pays d'origine ;
  - Le rôle et l'implication des femmes dans la société marocaine en générale et plus particulièrement en zone rurale, dans le domaine économique (problème de la commercialisation des produits générés par les activités artisanales) ;

L'après-midi a été consacrée au développement des thèmes ci-dessus et à la situation politique du moment, à savoir les 17% du FN au premier

tour de la présidentielle. Le débat a donné lieu à une analyse approfondie sur les conséquences politiques et socio-économiques de cet événement en France et dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. Cet atelier s'est achevé par un échange sur la mondialisation et ses effets sur les rapports Nord/Sud.

En conclusion des débats, les participants ont défini quatre axes de réflexion et d'action :

1° - Favoriser l'implication des jeunes et des femmes dans des projets de développement en privilégiant le lien intergénérationnel ;

2° - Amener les jeunes issus ou non de l'immigration à créer de nouvelles formes de solidarité ici et là-bas - au sud de la Méditerranée - à l'instar de celles mises en place par les organisations non gouvernementales (ONG) en Europe ;

3° - Promouvoir une appartenance identitaire et culturelle qui ne se fonde pas exclusivement sur une référence ethnique et/ou religieuse mais aussi sur des valeurs communes ; solidarité, respect mutuel, citoyenneté...

4° - Favoriser une forme d'organisation (réseau ou autres) susceptible de faire face aux dérives de la mondialisation.

*Chérif GUELMINE*  
*Bénévole*



### *Atelier 3 : Partenariat et développement économique local*

Jean Marie Collombon rappelle les objectifs du PACT - Plan d'Action Concerté de la Province de Taroudannt : augmenter les revenus, améliorer le niveau des ressources humaines, les capacités d'auto organisation locales.

Le programme repose sur le développement d'activités économiques en valorisant mieux les produits agricoles locaux : l'argane, l'amande, l'olive, le safran, ... et en mettant en place des structures d'accueil touristiques.

Pour les produits agricoles il est prévu de créer des ateliers pilotes de casseries d'amandes, d'huileries, ... Il faut l'accord de la commune, l'implication d'associations et un partenariat avec l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole local (ORMVA).

L'amélioration de la production oléicole par l'installation d'une petite unité de transformation des olives est déjà en cours. Une expérience de coopérative d'huile d'argane,

avec décomposition du mode de production et de fabrication est donnée.

Pour le tourisme, une expérience de tourisme rural solidaire dans la région de l'Adrar, dans le nord de la Mauritanie, est exposée à titre d'exemple. L'objectif est de transposer cette expérience au Maroc avec des associations locales qui gèrent le produit touristique et des associations en France qui gèrent la clientèle en lien direct avec ses partenaires du Maroc.

Le succès de ce programme dépend des élus, de la formation des responsables, de la présence d'agents de développement local, des groupements économiques et des coopératives et de l'amélioration des capacités d'auto organisation.

Le débat s'organise autour de questions et de mises en garde :

- Quelles sont les relations qui existent entre les pro-

- jets thématiques et le douar, l'école,...
- La mise en place de ces activités économiques sont bénéfiques mais ne reste-t-il pas à établir les circuits commerciaux ?
  - Des huileries modernes nécessitent des investissements importants. Ne faut-il pas faire attention aux usages traditionnels et à ne pas modifier le goût ?

La réflexion est ainsi amenée sur l'approche méthodologique de ces activités qui ne peut pas seulement se contenter d'une analyse économique mais aussi qui se doit de prendre en compte les conséquences sociales des projets proposés.

Chaque projet – comme le tourisme – doit ainsi être testé pour en évaluer les avantages et les inconvénients et doit bénéficier à toute la population. Jusqu'à aujourd'hui les demandes des élus et des associations ont été prise en compte. Le rôle que peuvent jouer d'autres acteurs tels que les éducateurs doit être analysé.

Les débats ont ensuite été engagés sur le rôle des coopératives. Jusqu'en 1980, elles étaient imposées par l'Etat sans

aucun accompagnement et étaient vécues comme une contrainte et sans utilité. Leur difficulté de fonctionner est également liée à des problèmes de trésorerie et aux charges directes que subissent les producteurs. Les problèmes de trésorerie ne sont pas seulement subis par les coopératives mais aussi par les producteurs qui ne peuvent se contenter du revenu du produit de leur vente une ou deux fois dans l'année.

Un travail reste donc à faire pour montrer aux producteurs l'intérêt des coopératives qui peuvent, si elles sont bien organisées, leur permettre de doubler, leurs revenus. Pour ce faire, il apparaît nécessaire d'accompagner leur mise en place par des financements et de la formation, notamment sur l'organisation. Le marché noir et les produits falsifiés sont également évoqués. Ils limitent le développement des coopératives. D'où la réflexion à mener sur l'organisation de labels de qualité et la mise en place de moyens de contrôle.

*Jean Marie BALDASSARI*  
*Expert*

## Les défis de M&D pour l'avenir

**C**omme le soulignent les comptes rendus des 3 ateliers tenus à l'occasion de l'assemblée générale d'avril 2002, les principaux défis que Migrations & Développement doit relever dans les mois à venir sont les suivants :

1 – Migrations & Développement collabore de plus en plus avec des enfants de migrants et de jeunes adultes souvent nés en France, finissant leurs études ou commençant leur vie professionnelle. Trois d'entre eux sont membres du CA et du bureau de M&D, dont deux jeunes femmes.

Leurs rapports avec leur pays d'origine est différent de celui de leurs parents. Ils peuvent être le fer de lance d'actions en direction des jeunes ayant eu moins de chance. Migrations & Développement doit leur proposer des activités attractives et utiles.

2 - Les **femmes** de migrants veulent participer. Elles prennent des initiatives. Migrations & Développement doit s'adapter pour intégrer leurs idées et définir avec elles des champs d'action appropriés.

3 - Les **cadres d'origine marocaine** intégrés depuis des années en Europe, sentent le besoin de ranimer un contact qui s'amenuise avec le temps. M&D doit mobiliser leurs compétences et leurs savoirs-faire dans les projets de développement lorsqu'elles peuvent contribuer à nos projets.

4 – Migrations & Développement est sollicité pour diffuser son action et sa méthode. D'autres Organisations Non Gouvernementales, OSI (Organisation de Solidarité Internationale) et OSIM (Organisation de Solidarité Issue des Migrations) nous sollicitent.

Les collectivités locales, les pouvoirs publics marocains et français, reconnaissent maintenant notre travail et souhaitent que nous le développiions.

Certains y voient un risque de perte de notre efficacité au niveau des projets et de dilution des moyens obtenus hors des régions dont sont originaires ses membres, où il y a encore tant à faire !

D'autres perçoivent l'urgence de disséminer notre manière de faire, dans les communautés rurales marocaines, voire dans d'autres pays et en Europe même.

**Migrations & Développement doit imaginer des solutions pour diffuser son action, tout en améliorant la qualité de son travail dans les provinces marocaines où elle est active.**

*Hugues LE BARS*  
*Président de M&D*

# Une délégation agricole marocaine en visite dans les Alpes de Haute Provence

*Frédéric Rozé accompagnait début mai une délégation de fonctionnaires des ORMVA et de présidents de coopératives agricoles et de Communes Rurales, venus se former et échanger avec leurs collègues de Haute Provence. Transformation des produits agricoles et tourisme rural étaient au programme.*

Le Plan d'Action Concerté de la Province de Taroudannt (PACT), se met en place. A ce titre, un voyage échanges/formation s'est déroulé au début du mois de mai 2002.

Il réunissait une délégation marocaine de fonctionnaires des ORMVA – Office Régionale de Mise en Valeur Agricole - et de Présidents de coopératives agricoles et de Communes Rurales du Sud marocain.

Ce voyage leur a permis de connaître la vie des coopératives françaises et les principes du tourisme rural dans le département des Alpes de Haute Provence, où ces activités se sont développées à une époque où la région rencontrait d'importantes difficultés économiques et un exode rural massif.

La délégation a constaté que les coopératives et le tourisme rural ont permis de maintenir un ensemble d'activités économiques locales dans la durée et de valoriser les produits agricoles, artisanaux et touristiques de ce terroir.

Le groupe a ainsi pu découvrir tout ce qu'il était possible de faire à partir de matières premières (lait, huile d'olive) et des produits dérivés.

En Haute Provence, les agriculteurs ont plusieurs activités au sein de leur exploitation (agriculture, camping, gîte, restaurant, accueil de publics), ce qui un des facteurs de leur réussite économique. Le plus souvent, ces exploitations sont gérées familialement.



Ces visites ont été l'occasion de comprendre la relation originale et appréciée du public qui existe entre les réalisations agricoles et touristiques.

Cet échange a été très positif pour toutes les parties concernées. C'est pour cela que M&D entend continuer cette démarche d'échanges entre des acteurs locaux et de formations

de techniciens en France et au Maroc. Des contacts sont déjà pris auprès d'organismes de formation.

La délégation a été ravie de son séjour en France et des enseignements tirés. Cela contribuera à lancer par la suite des dynamiques individuelles ou collectives d'agriculteurs sur ces thèmes, avec un impact positif sur le développement des zones rurales dont la délégation marocaine est originaire.

*Frédéric ROZE  
salarié M&D*

## Le Conseil d'administration de M&D

### *Membres du Bureau*

Président : Hugues LE BARS  
Secrétaire : Bernard ROSENBERGER  
Secrétaire Adjoint : Fathia FASFAT  
Trésorier : Jean BAETZ  
Trésorier adjoint : Dominique ANDRIEU

### *Autres membres du CA*

Rachid AIT TGADIRT  
Brahim GOUMGHAR  
Lahcène IDHIME  
Malika FASFAT  
Karine LAGARDE  
Jérôme LE BEL  
Abdellah OUAHMANE

# Tourisme rural, tourisme solidaire

*Bernard Rosenberger, membre du Conseil d'Administration de M&D, qui a longtemps exercé au Maroc comme professeur d'histoire, donne son avis sur le tourisme rural qu'il pratique depuis longtemps dans la Province de Taroudannt*

**P**armi les moyens d'accroître les revenus de villageois, le tourisme est souvent cité, depuis que le Plan d'Action Concerté de la Province de Taroudannt (PACT) est mis en route. Le potentiel touristique de la Province de Taroudannt est en effet important et il n'est pas étonnant que l'on veuille l'exploiter et que l'on envisage de créer dans ce but des structures d'accueil. Encore faut-il que l'argent dépensé par les touristes bénéficie le plus possible aux habitants et en premier lieu à ceux qui en ont le plus besoin. En effet, jusqu'à présent, les retombées au Maroc des activités des voyageurs sont très minces et ne concernent que peu de personnes en dehors d'eux-mêmes. Or de nouvelles formes de tourisme commencent à faire leurs preuves dans différents pays. Ce tourisme solidaire, comme on l'appelle, respectueux de l'environnement et des modes de vie des habitants est conçu comme devant profiter à ceux qui accueillent les étrangers et aussi favoriser une connaissance mutuelle. Tels sont les principes auxquels M&D est fermement attaché. Il reste que leur mise en application soulève bien des difficultés, non seulement sur place, au Maroc, mais aussi à l'extérieur, dans les pays d'où proviennent les touristes.

On peut hésiter sur les types d'hébergements : auberges de village, maisons d'hôtes, logement chez l'habitant. L'essentiel est d'éviter que la solution retenue ne soit profitable qu'à un petit nombre, créant par là des tensions au sein des villages. Les associations devront examiner soigneusement cette question avant de se prononcer, et pour voir plus clair, connaître les résultats d'expériences similaires réalisées dans d'autres pays ou régions. M&D pourrait leur fournir les moyens de nourrir leur réflexion.

Quelle que soit l'importance des questions matérielles, leur solution devrait rester guidée par le souci d'éviter les dégâts que peut apporter un flux touristique incontrôlé. Construire des logements, les aménager, prévoir en particulier une hygiène suffisante, organiser des circuits entre plusieurs villages, offrir des activités aux visiteurs, tout cela est évidemment nécessaire..., encore faut-il mesurer

les effets de la venue de touristes. Leur nombre devra, dans un premier temps, rester très modeste et surtout ils devront, si j'ose dire, être triés sur le volet, afin d'éviter des perturbations, ce que des chantiers-échanges ont bien montré dans certains cas. Autant une information et une adhésion à une sorte de contrat est exigible des visiteurs. Il est arrivé que l'hospitalité légendaire des marocains ait été bafouée par des gens dénués de scrupules ou simplement ignorants des coutumes. De tels comportements compromettent à coup sûr le possible développement d'un tourisme rural de type nouveau.

L'urgence ne me paraît pas grande de préparer des activités ludiques ou sportives du type escalade, V.T.T, voire – comme je l'ai lu – parapente, pour attirer des touristes : leurs adeptes peuvent trouver moins loin des lieux où les pratiquer. Il faudrait, à ce propos, bien examiner les effets du surf sur les habitants, là où il se pratique.

Ce ne sont pas seulement des paysages, un climat, une cuisine, un artisanat qu'on peut proposer de faire découvrir aux visiteurs mais leur offrir l'occasion de connaître, de comprendre – si peu que ce soit – une culture populaire très riche ancrée dans un passé séculaire. Les *Agadirs*, ces greniers fortifiés, en sont un magnifique témoignage. Aussi est-il souhaitable que ceux ou celles qui les feraient visiter puissent, grâce à une bonne formation, en faire comprendre toute la riche signification. Dans les villes, de nombreux *guides* offrent en effet par leur discours et leur comportement l'exemple de ce qu'il faut éviter.

Avant de se lancer (et pour éviter des erreurs qui seraient dangereuses), des expérimentations doivent être faites pour nourrir une réflexion aussi large que possible : elles sont en cours.

Nous ne voudrions pas qu'une région si belle, à laquelle tant de gens sont, comme nous, attachés se trouve abîmée à la suite d'initiatives malencontreuses.

*Bernard ROSENBERGER - Secrétaire du CA*

## Bulletin d'adhésion

NOM, Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Tel : ..... Fax : .....  
Date d'adhésion : .....  Chômeurs, RMistes, étudiants,...(15 •)  
 Actifs (30 •)  Bienfaiteurs (75 •)  Autre : .....

La lettre de Migrations & Développement  
Trimestrielle : Tirage 1000 exemplaires  
Imprimerie : AHR  
Directeur de Publication : L. JAMAL  
Maquette et mise en page : F. ROZE  
et E. FROSSARD  
42, rue Montgrand - 13006 Marseille  
Tél : 04.91.59.82.70  
Fax : 04.91.59.82.79  
Dépôt légal : - ISSN : en cours